

FAITS SAILLANTS

- Le recours à la violence physique contre les travailleurs humanitaires a augmenté au premier semestre 2019. Malgré une baisse du nombre total d'incidents affectant le personnel humanitaire, les cambriolages et braquages violents ont engendré un nombre de blessés deux fois supérieur en comparaison aux chiffres du premier semestre 2018.
- Suite à la récente flambée des cas de rougeole et de coqueluche dans la Nana-Gribizi, les acteurs de la santé ont mis en place un comité de crise placé sous la présidence du Préfet de la Nana-Gribizi, ainsi que de six commissions techniques pour le suivi de la mise en œuvre de la réponse. Un plan de riposte couvrant les districts sanitaires de Nana-Gribizi et Batangafo est en cours d'élaboration.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	613,031
# de réfugiés centrafricains	604,790
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,9 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	1.8 M

FINANCEMENT

430,7 millions \$
requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2019

182.4 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit 42 % des fonds requis. OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, d'analyser les lacunes et les besoins et de prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



OCHA RCA/Laura Fultang

- P. 1 Riposte contre la poliomyélite en RCA
- P. 2 Un plan de réponse d'urgence déployé à Zémio
- P. 3 Violences basées sur le genre (VBG) : les défis du signalement
- P. 4 Vers une évaluation multisectorielle des besoins humanitaires

Riposte contre la poliomyélite en RCA

En République centrafricaine, deux cas de poliovirus dérivés de souche vaccinale (PVDV) de type 2 ont été rapportés le 29 mai 2019 à Bambari, dans la préfecture de la Ouaka, et le 31 mai 2019 à Bimbo, dans la préfecture de l'Ombella M'Poko. Suite à ces cas confirmés, le Ministère de la Santé Publique et de la Population a déclaré une urgence de santé publique le 30 mai. Des actions de riposte ont immédiatement été prises.

Au total, trois campagnes de vaccination ont été prévues. La première ronde de vaccination, dénommée « série 0 », avait pour objectif de contenir la propagation du poliovirus. Elle a été lancée le 16 juin 2019 par le Ministère de la Santé Publique et de la Population, avec l'appui de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de l'UNICEF. La campagne s'est focalisée sur les deux épicentres de la propagation du virus, à Bimbo et à Bambari, mais également dans les communes avoisinantes. Cette activité a ciblé 71,465 enfants âgés de 0 à 59 mois, dans plusieurs communes des districts de Bambari, de Bimbo, de Kouango-Grimari et d'Alindao. Le vaccin antipoliomyélique oral de Type 2 (MOPV2) a été utilisé pour cette campagne.

Zoom sur Bambari

A Bambari, une campagne de vaccination de riposte a été lancée sur le site de personnes déplacées (PDI) d'« Elevage », où le « patient zéro » avait été confirmé. Cette activité a eu lieu en présence des autorités administratives et des représentants des agences onusiennes (l'OMS, UNICEF et OCHA), de l'équipe du ministère de la Santé et de la population, ainsi que des partenaires humanitaires. Afin de respecter la chaîne du froid pour la conservation des vaccins, les acteurs humanitaires



@Bambari, Préfecture de la Ouaka Un enfant déplacé recevant la dose de vaccination contre la polio.

intervenant dans le domaine de la santé, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, International Medical Corps, Médecins sans frontières et le Comité International de la Croix Rouge) ont mis à la disposition du district sanitaire des réfrigérateurs.

La campagne « Série 0 » a ciblé toutes les six communes de la sous-préfecture de Bambari, trois communes avoisinantes dans la sous-préfecture de Kouango, et une commune de la sous-préfecture d'Alindao (Préfecture de la Basse Kotto). Au total, 37,704 enfants de 0 à 59 mois ont été ciblés. Les équipes de vaccinateurs ont été formés à Bambari avec l'appui de l'OMS avant d'être déployés sur le terrain pour la mise en œuvre de la campagne de vaccination basée sur le porte-à-porte. Plusieurs points fixes de vaccination ont également été établis à l'attention des familles d'éleveurs peulhs qui,

n'étant pas sédentaires, sont plus difficiles à prendre en charge avec des campagnes de vaccination traditionnelles.

Des actions de mobilisation ont été planifiées, notamment avec l'appui de l'UNICEF. Les messages de promotion aux bonnes pratiques d'hygiène ont été diffusés à travers les stations de radio communautaire « Légo ti la Ouaka », la radio des Nations Unies « Gira FM » et la Radio Ndéké Luka. Les volontaires de la Croix-Rouge locale ont aussi été mis à contribution dans la mobilisation sociale, avec l'appui de la Fédération internationale de la Croix-Rouge.

Au total 37,894 enfants ont été vaccinés pendant la « série 0 » dans la zone de Bambari, soit une couverture de 101% par rapport au nombre d'enfants initialement ciblés.

Un plan de réponse d'urgence déployé à Zémio



@OCHA RCA/Fotini Rantsiou. Zémio, Préfecture de Haut-Mbomou, Nouvelles bâches après la distribution par le HCR/COOPI.

La ville de Zémio est située à 1,012 km au sud-est de Bangui et fait partie des quatre sous-préfectures de Haut-Mbomou. Depuis fin janvier 2019, de nouveaux déplacés victimes des affrontements dans les préfectures de la Ouaka, de la Haute Kotto et de la Basse Kotto ont été enregistrés. On dénombre plus de 18,000 personnes répartis sur deux sites de regroupement spontanés (Site D et Site Catholique) et les familles d'accueil en plus du site officiel de la Gendarmerie. Une grande partie de la population s'est réfugiée en RDC (environ 6km de Zémio). Depuis le deuxième semestre de l'année 2018 cette ville reste coupée de Rafai à cause du mauvais état des

infrastructures routières et de l'insécurité, impactant considérablement l'acheminement de l'aide humanitaire, les prix des denrées alimentaires et les produits de première nécessité. La voie aérienne reste la seule alternative. C'est dans ce contexte, que les 13 et 14 juin, la Coordinatrice Humanitaire, Mme. Denise Brown, a organisé avec OCHA et l'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED), une mission dans la ville de Zémio. Suite à cette visite, un plan de réponse d'urgence a été mis en place dans les secteurs santé, eau/assainissement, protection et sécurité alimentaire.

Présence et réponse humanitaire

Six organisations humanitaires apportent une assistance aux personnes affectées dans la ville de Zémio et ses environs. Le Centre de Support en Santé Internationale (CSSI) et Jeunesse unie pour la Protection de l'Environnement et le Développement Communautaire (JUPEDEC) appuient l'hôpital de Zémio. Cinq cliniques mobiles sont organisées par semaine dans les sites des PDI et les quartiers de retour par CSSI, dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la malnutrition infantile. L'OMS et l'UNICEF appuient le centre de Zémio à travers CSSI et JUPEDEC en médicaments de base et en intrants nutritionnels. Des équipements ont également été remis par l'UNICEF (table d'observation, lit d'accouchement...) à l'hôpital. L'inventaire des stocks de médicaments dans l'hôpital s'est achevé et un approvisionnement est prévu dans les prochains jours.

COOPI a distribué du 18 au 20 juin 2019, 77,8 tonnes de vivres PAM composés essentiellement de maïs et d'haricots en faveur de 18298 personnes dont des déplacés, des familles d'accueil et les retournés.

En partenariat avec UNFPA et UNICEF, COOPI fournit des réponses en protection, notamment dans l'identification, le référencement, la prise en charge et le suivi de cas de Violences Basés sur le Genre (VBG), Enfant non accompagné, enfant séparé...COOPI facilite également le processus de réunification familial et a finalisé le profilage dans les sites de Gendarmerie et Catholique.



@OCHA RCA/Fotini Rantsiou. Zémio, Préfecture de Haut-Mbomou. Réception d'intrants nutritionnels par CSSI à l'hôpital de Zémio.

Depuis le 25 juin 2019, COOPI continue de recevoir des kits du HCR (300 bâches, 300 kits de cuisines, 300 seaux, 600 couvertures, 600 nattes dans un premier cargo. Un deuxième est en attente d'acheminement). COOPI planifie de distribuer ces kits NFI, ainsi que des kits de dignité envoyés par UNFPA en faveur des déplacés.

L'ONG ACTED avec l'appui de l'UNICEF, soutient le secteur éducation et a déjà procédé à la sélection de 21 maitre-parents. ACTED planifie de former les 21 Maitre-Parents pour organiser des cours de remise à niveau. Des travaux de réhabilitation de six

écoles sont également inclus dans ce projet. En plus de 323 abris semi-durables déjà finis et habités par des retournées, ACTED est en train de faire la pré-sélection de 250 ménages additionnels.

Des gaps difficiles à surmonter dans une zone enclavée

Malgré la mobilisation des acteurs après la visite de la Coordonnatrice Humanitaire, des défis énormes restent à relever dans les secteurs eau/assainissement, santé, sécurité alimentaire et protection.

Dans le domaine eau/assainissement, bien que l'ONG ACTED et le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) soient intervenus, il reste encore des lacunes importantes, en particulier à l'hôpital de Zémio.

Le cluster santé a identifié un nombre important de lacunes qui doivent être adressées dans les plus brefs délais. La plus problématique d'entre elles reste le manque d'accès des populations aux soins de santé primaires et secondaires de qualité. Deux acteurs soutiennent le Centre de santé de Zémio, mais on note un gap dans le plateau de prise en charge des cas référés avec complication. A cela s'ajoute l'absence d'un programme élargi de vaccination depuis environ deux ans et d'un bloc opératoire fonctionnel. Il est urgent de rendre fonctionnel le service du programme élargi de vaccination, le bloc opératoire et de renforcer le plateau technique. Il y a par ailleurs une insuffisance de ressources humaines qualifiées, des équipements médicaux. Jusqu'à aujourd'hui, l'évaluation de la réponse a été trop faible.

Dans le cadre de la réponse d'urgence déployée dans le courant du mois de juin 2019, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le cluster logistique ont organisé six rotations aériennes pour acheminer l'aide humanitaire. Seules deux distributions en vivres avaient été réalisées depuis le début de l'année, notamment en raison des très mauvaises conditions routières qui rendent l'acheminement des vivres à Zémio particulièrement complexe. Un plaidoyer pour la réhabilitation du bac de Dembia (situé à 75 km de Zémio sur l'axe Rafai) et des ponts est urgent.

De nombreux cas de VBG sont par ailleurs signalés chaque mois à Zémio et ses périphéries. Bien qu'une prise en charge psychosociales et sanitaire des cas de violences basées sur le genre existe, il est nécessaire de renforcer les capacités des acteurs en charge dans la réinsertion socio-économique des victimes.

Violences basées sur le genre (VBG) : les défis du signalement et de la prise en charge des victimes

Pour le seul trimestre allant d'octobre à décembre 2018, le système de gestion de l'information sur les VBG (GBVIMS) a enregistré 2,663 personnes victimes de multiples formes de VBG. Ces cas rapportés par des structures de prise en charge multisectorielle

(médicale, psychosociale, juridique/judiciaire) ne concernent que Bangui et 38 sous-préfectures de la République centrafricaine. Il ne s'agit donc pas de données nationales qui permettraient d'établir une tendance générale pour le pays. Toutefois, l'enregistrement de ces cas souligne la grande vulnérabilité des femmes et des filles face au phénomène des VBG, puisque 89% des cas rapportés concernent des victimes de sexe féminin. Dans les données recueillies par le GBVIMS, 16% des cas concernent des viols qui ne sont presque jamais signalés dans les premières 72h, un laps de temps au-delà duquel il est considérablement plus difficile d'offrir une prise en charge efficace à la victime. Seulement 11% des incidents VBG déclarés entre octobre à décembre 2018 ont été pris en charge médicalement, alors que plus de la moitié de ces cas concernent des agressions physiques ou des viols. Ces chiffres soulignent donc des lacunes importantes de la réponse à ce fléau qui touche la population centrafricaine.

Au premier trimestre 2019, les cas de VBG rapportés par le GBVIMS soulignent une proportion inquiétante de mineurs victimes de ces violences. Ils représentent près de 30% du nombre de victimes dans les zones étudiées. Bien que minoritaires, les cas d'hommes et de garçons touchés par les VBG démontrent l'importance de prêter attention à ce phénomène encore trop souvent ignoré.

Afin de mieux répondre aux défis posés par les VBG, les partenaires VBG suggèrent de renforcer la disponibilité des services de prise en charge multisectorielle, notamment à travers la formation des prestataires de santé et la dotation en kits post viol, ainsi que l'assistance aux victimes. Un effort de sensibilisation sur les VBG et les services de prise en charge existant doit également être mis en œuvre à travers l'engagement communautaire. Le manque d'information et d'infrastructures pour signaler les cas de VBG dans les préfectures les plus reculées représentent en effet des obstacles majeurs au soutien efficace des victimes.

Vers une évaluation multisectorielle des besoins humanitaires sur le plan national



@REACH, Paul A. Chataing, Bangui Préfecture de l'Ombella M'Poko. Une vue des participants à la formation MSNA.

En République Centrafricaine, les acteurs humanitaires entreprennent tous les jours des missions d'évaluation sur le terrain afin d'apprécier la situation des personnes affectées par la crise et concevoir la réponse la plus adaptée possible aux besoins humanitaires évalués. Néanmoins, les difficultés d'accès logistiques et sécuritaires inhérentes à la RCA limitent le nombre comme la couverture de

ces évaluations, et les données collectées restent très spécifiques et localisées. De plus, elles sont collectées via des outils différents, ce qui prévient tout effort de comparaison et d'harmonisation dans le temps, entre les secteurs et à travers le territoire.

Vers une évaluation des besoins fiable et harmonisée

Dans ce contexte, la coordination Inter Cluster a mandaté l'initiative humanitaire REACH, afin de faciliter la première évaluation multisectorielle des besoins, dite Multi-Sector Needs Assessment (MSNA), dans le pays en 2019. L'objectif de la MSNA est d'obtenir des informations sur la situation humanitaire des personnes affectées (conditions de vie, bien-être, stratégies d'adaptation) qui soient fiables et comparables par zone et par catégorie de population (personnes déplacées internes vivant sur sites, celles vivant dans les familles d'accueil, retournés, rapatriés, population locale). La MSNA, impliquant une analyse poussée et intersectorielle des informations collectées auprès des ménages, va faciliter l'estimation du nombre de personnes dans le besoin par les partenaires humanitaires lors

du développement de l'Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) 2020. Ce projet bénéficie du soutien financier de USAID/OFDA et du Fonds Humanitaire.

Une première collecte de données organisée début juillet 2019

Grâce à une collaboration intensive entre REACH, OCHA, le groupe de travail sur les évaluations des besoins (AWG) et les Clusters, les outils d'évaluation et la méthodologie ont été finalisés fin juin. Une formation a été organisée pour les chargés de terrain par REACH, les Clusters et les membres techniques de l'AWG. Début juillet, à la suite d'un pilote, les équipes seront déployées sur le terrain afin de réaliser la collecte de données. Les résultats seront mis à disposition de l'ensemble de la communauté humanitaire dans les prochains mois, en amont de la rédaction du HNO.

La voix du Pangolin*

Les principes humanitaires définissent les fondements de l'assistance humanitaire, qui se doit de répondre aux besoins des populations affectées sans établir aucune distinction pénalisante entre elles. Ils distinguent l'aide humanitaire des autres activités, de nature notamment politique, religieuse, idéologique ou militaire. L'adhésion aux principes humanitaires facilite l'accès humanitaire, l'acceptation de l'action humanitaire et aide le personnel humanitaire à faire leur travail dans les meilleures circonstances.

Impartialité / *Sarango kussala ndé*



L'assistance humanitaire est inclusive et basée sur les besoins, sans discrimination
A yeke mü maboko na legue ti a yesso a zo a hunda

@OCHA/RCA, Mattia Villa

* Créature typique de la RCA, le pangolin est l'animal le plus menacé au monde par le braconnage et le commerce illégal. En vertu de sa position désavantagée, cette rubrique vise à l'ériger en tant qu'un symbole de la voix des populations les plus menacées en RCA, en expliquant leurs vulnérabilités à travers des représentations visuelles faciles à comprendre et en même temps qui font réfléchir.

Boguila renaît de ses cendres

En 2017, la ville de Boguila, située dans la préfecture de l'Ouham, a été le théâtre de violents affrontements entre Groupes Armés. La population locale, qui s'est trouvée dans l'obligation de trouver refuge dans la brousse, a tout perdu. Face à une situation sécuritaire très volatile et à la perte des ressources les plus élémentaires, relancer l'activité économique pour permettre aux habitants de subvenir à leurs besoins a constitué une tâche particulièrement complexe.

C'est dans ce contexte qu'avec le soutien du Fonds humanitaire (FH), l'ONG Action contre la faim (ACF) a décidé de porter une assistance multisectorielle à la population de Boguila, en août 2018. Cette assistance a ciblé les familles d'accueil, les déplacés, les retournés et les femmes cheffes de ménages. Elle s'est concrétisée, d'une part, à travers des projets

de réponse d'urgence en Eau hygiène et assainissement (EHA), et d'autre part, avec des activités visant à générer des revenus pour la population locale.

Ainsi, à travers des activités de « Travail à haute intensité de main d'œuvre » (THIMO), ACF a par exemple soutenu le projet de construction d'un nouveau marché d'une capacité d'accueil d'environ 200 commerçants. Ces travaux ont été exécutés en 20 jours par des groupes mixtes de 160 bénéficiaires, qui ont reçu la somme de 50.000 FCFA.

De l'assistance humanitaire à la relance des activités économiques

Grâce aux activités génératrices de revenu (AGR) mises en place par ACF, des Associations Villageoises pour l'Épargne et le Crédit (AVEC) ont pu être créées par 20 femmes qui avaient chacune reçu 30,000 FCFA pendant quatre mois. L'objectif de ces AGR était de relancer leurs petits commerces dédiés à de multiples activités, dont notamment la vente de café, de beignets, de bouillie, ou encore de savon. Avec le soutien d'ACF, ces femmes ont reçu du matériel de cuisine (des poêles) et des matières premières (dont du sucre, de l'huile, de la farine, et de l'arachide). Après avoir relancé leurs activités commerciales, ces bénéficiaires se sont regroupées pour former des coopératives. Suivant le groupement, le montant de la cotisation varie.



@OCHA RCA/Virginie Bero. Boguila, Prefecture de l'Ouham. Grâce à l'appui CASH donné par ACF, les femmes cheffes de ménages ont relancé les activités commerciales.

Après avoir relancé leurs activités commerciales, ces bénéficiaires se sont regroupées pour former des coopératives. Suivant le groupement, le montant de la cotisation varie.

Acquérir une autonomie financière à travers la culture maraîchère

En novembre 2018, 303 ménages (soit 1,515 personnes) ont pu être formés à la culture maraîchère, avec le soutien d'ACF. Ils sont désormais en mesure de récolter le fruit de leur travail, notamment grâce au don de l'ONG en semences agricoles (amarante, gombo, concombre, épinard et tomate) et en outils aratoire. Chaque bénéficiaire a d'abord suivi une formation pratique sur un site appelé « champ école », avant de l'appliquer sur sa propre parcelle. Dans le groupement « Ewaton », Fidel Passi, l'un des 21 bénéficiaires de ce groupement, dit avoir pu épargner 40,000 FCFA qui lui permettront non seulement de subvenir aux besoins de sa famille mais également de relancer la culture vivrière sur sa parcelle.



@OCHA RCA/Virginie Bero. Boguila, Prefecture de l'Ouham. Un bénéficiaire du projet maraîchère en train d'entretenir des planches d'épinard sur un champ école.

Le sous-préfet de Boguila, Monsieur Jean Paul Gayo, se réjouit du fait que « grâce à ACF, l'argent circule de nouveau à Boguila ». Ces initiatives donnent en effet un nouveau souffle à la population locale qui a tout perdu après les affrontements armés de 2017. Ce soutien à la sécurité alimentaire, couplé à une assistance en cash, a non seulement contribué à la relance des activités commerciales, mais il a également permis aux bénéficiaires d'avoir une alimentation plus variée. Cette aide représente également un soulagement sur le plan financier, puisque 70% des bénéficiaires ne sont plus endettés.

L'accès à l'eau potable reste un défi majeur

Sur les 11 forages que compte la ville, seuls quatre sont en état de produire l'eau nécessaire à la survie des 28,000 habitants qui vivent sur place. Dans l'attente de la réhabilitation des sept forages inopérants, ACF a lancé des initiatives pour aider la population à traiter l'eau puisée à la source. De janvier à mars 2019, 2,500 personnes (soit 12,500 personnes) ont bénéficié de cette assistance déployée grâce à la formation de membres des relais communautaires et à l'aide des équipes d'ACF, qui se sont déplacés

« Non seulement nous avons reçu de l'argent, mais nous avons également eu une formation sur la gestion et l'épargne. Aujourd'hui j'ai doublé mon capital. Cela me permet d'acheter des marchandises que je vends à Bangui. J'achète ensuite des produits que je vends à Garoua-Boulai avant de m'approvisionner en produits de première nécessité pour venir les revendre à Boguila »
Valerie Tamsem, la présidente du groupement « Dengbanissé »

pour enseigner les méthodes de traitement de l'eau à la population. Des activités de porte à porte pour sensibiliser la population à l'utilisation des toilettes et aux règles d'hygiène ont également été organisées par les comités d'hygiène et les relais communautaires, qui ont été eux-mêmes formés par ACF.

Success story : Une assistance médico-nutritionnelle pour sauver des vies à Bocaranga et Ngaoundaye



©Mentor Initiative, Bocaranga Préfecture de l'Ouham Péné, RCA. Martine et son enfant dans une chambre d'hospitalisation avec son jouet offert par Mentor Initiative.

« Depuis que nous sommes ici, mon enfant se porte mieux ; il reçoit des médicaments et il a commencé à manger », a affirmé Martine, une ménagère âgée de 30 ans. C'est à Ndim, un village situé à 38 km de Bocaranga, que le fils de Martine, âgé de cinq ans, a eu les premiers symptômes. Après avoir tenté de le soigner en vain au dispensaire des religieuses, il a été transféré à l'hôpital de Bocaranga avec sa mère. Il a bénéficié d'une prise en charge sanitaire, grâce à l'ONG internationale Mentor Initiative qui appuie cet hôpital.

« Il y a de cela un mois que mon fils était malade. Il avait de la fièvre et des diarrhées. Il refusait de manger, son corps commençait à s'enfler. Je l'ai amené à l'hôpital des religieuses de Ndim où il a reçu un traitement, mais son état ne faisait que s'aggraver. Les religieuses m'ont demandé de l'emmener à l'hôpital de Bocaranga pour qu'il puisse y recevoir un traitement approprié. Je suis arrivée ici il y a trois semaines », a -t-elle raconté.

Une assistance médicale et financière qui sauve des vies

En plus de la prise en charge médicale, Martine a reçu une assistance financière journalière pour leur alimentation. Cette aide a permis de sauver la vie du fils de Martine. « Depuis que nous sommes ici, mon enfant se porte mieux, il reçoit des médicaments et il a commencé à manger. Son corps qui s'enflait est redevenu normal. Il a commencé à s'amuser. Je suis contente et je remercie Mentor Initiative pour son aide qui a permis à mon fils de retrouver le sourire ».

Sur financement du Fonds Humanitaire pour la République Centrafricaine, l'ONG internationale Mentor Initiative a lancé un projet multisectoriel santé-nutrition intitulé « Projet d'assistance médico-nutritionnelle au sein des communautés touchées par la crise dans les sous-préfectures de Bocaranga, Kouï et Ngaoundaye » de novembre 2018 à juin 2019. Ce projet avait pour objectif principal la réhabilitation nutritionnelle, la prévention de la malnutrition et le soutien aux services de soin communautaire et primaire au sein des communautés touchées par la crise dans les zones ciblées.

Portrait d'une ONG locale : AFEB aide les enfants victimes d'exploitation et d'abus sexuel à réintégrer la communauté

La préfecture de la Lobaye, située dans le sud de la Centrafrique est l'une des principales zones minières du pays. La présence de plusieurs chantiers miniers constitue un obstacle à la scolarisation des enfants qui sont encore trop souvent exploités. La consommation de produits psychotropes et la sous-alimentation sont autant de facteurs de risque pour ces enfants impliqués dans des activités minières particulièrement laborieuses

« Pour notre repas, les infirmiers me donnent 5000 francs par jour. Ils me donnent aussi des conseils pour m'aider à mieux alimenter mon enfant ». Martine, bénéficiaire du programme de prise en charge sanitaire de l'ONG Mentor Initiative.

La déscolarisation prématurée pousse un certain nombre d'entre eux à rejoindre les groupes armés. C'est dans ce contexte qu'en 2017, l'organisation nationale, Association des Femmes Evangéliques de Bossangoa (AFEB), en partenariat avec UNICEF, a identifié 1,200 d'enfants qui ont bénéficié d'un projet de démobilisation et de réinsertion dans la société.



@ONG AFEB, Mongoumba, Prefecture de la Lobaye. Une séance de jeux ludiques avec les enfants à Mongoumba.

Un protocole d'accord conclu entre l'UNICEF et l'ONG-Enfant Sans Frontières (ESF), partenaire de l'ONG AFEB, a permis d'assister 1,712 enfants (556 filles et 1,170 garçons) dans la Lobaye, de mars 2017 à février 2018.

En mars 2018, AFEB a identifié 4,000 enfants vulnérables dans l'Ombella-M'Poko et la Lobaye. Faute de financement, seulement 1,712 enfants (556 filles et 1,170 garçons) ont pu être pris en charge à travers des activités de réintégration communautaire qui se poursuivent jusqu'à ce jour.

AFEB aide également les enfants victimes de violences sexuelles à se prendre en charge et à acquérir une autonomie socioéconomique. En 2018, 23 survivantes d'exploitation et d'abus sexuels (EAS) ont bénéficié de kits élaborés spécifiquement pour les activités génératrices de revenu (AGR). Ces kits comprennent des cuvettes et un moulin à manioc. D'autres bénéficiaires ont reçu des kits composés d'un sac de farine de blé, d'un sac de sucre, de café, de gobelets, de thé et de lait.

En décembre 2018, AFEB a mis en place un système communautaire qui a pour objectif d'assurer la prévention des violations des droits de l'enfant. Ce système cherche également à faciliter l'assistance aux enfants les plus vulnérables, en partenariat avec les structures de prises en charge. A cet effet, six Réseaux Communautaires pour la Protection de l'Enfant (RECOPE) chacun composés de 15 leaders communautaires ont été formés sur la thématique de la protection de l'enfant et sont opérationnels dans les localités de Bogangolo, Damara, Boali, Bogoula, Pissa et Mbaiki.

L'Association des Femmes Evangéliques de Bossangoa (AFEB) a été créée le 9 mars 2004. Elle intervient dans le domaine de la protection de l'enfance. AFEB est présente dans l'Ouham, la Lobaye, l'Ombella M'Poko

Vous pouvez contacter l'ONG AFEB au +236 75 55 62 93.

Email : afeb.chef.de.mission@gmail.com.

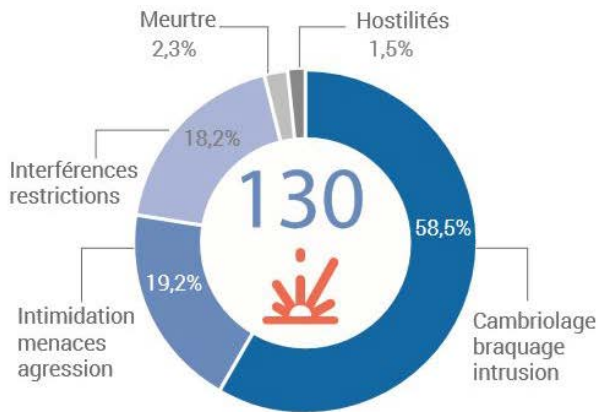
En bref :

Légère augmentation du nombre de déplacés internes

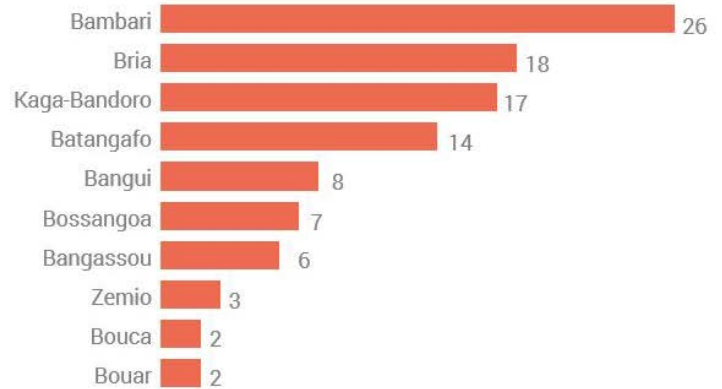
Au 31 mai 2019, le total des personnes déplacées internes en RCA était estimé à 613,031 individus, composés respectivement de 197,206 personnes sur des sites de déplacés internes, et 415,825 personnes dans des familles d'accueil. Il est ainsi constaté une légère hausse de moins de 1% du volume de déplacements si on compare aux chiffres de la même période en 2018.

Le saviez-vous ?

Le recours à la violence physique contre les travailleurs humanitaires a augmenté au premier semestre 2019



Catégories incidents



Les 10 sous-préfectures les plus touchées

La situation sécuritaire en République Centrafricaine (RCA) est restée très précaire durant les six premiers mois de l'année 2019. Si le nombre total d'incidents touchant les organisations humanitaires est en baisse depuis janvier, la RCA reste néanmoins l'un des contextes les plus dangereux pour les travailleurs humanitaires.

130 incidents affectant directement le personnel ou les biens humanitaires ont été enregistrés pendant le premier semestre 2019 contre 185 durant la même période en 2018. Toutefois, les cambriolages et braquages violents ont engendré le double de personnel humanitaire blessé comparé au premier semestre 2018. Les sous-préfectures de Bambari, Bria, Kaga-Bandoro, Batangafo et Bangui restent les zones les plus touchées.

Pour de plus amples informations veuillez consulter le lien suivant : <https://m.reliefweb.int/report/3202074>

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Francois Xavier Batalingaya, Chef de Bureau, francois.batalingaya@un.org, Tel. (+ 236) 70601066

Laura Fultang, Unité de l'Information Publique, fultangl@un.org; Tel. (+236) 70 18 80 64

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org